

## **Convention de coordination et de mutualisation pour la gestion de la compétence « eaux pluviales urbaines » entre la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac et la Commune de JUSSAC**

### **ENTRE LES SOUSSIGNES**

**La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac**, sise 3 place des Carmes, CS 80501, 15005 AURILLAC cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Michel ROUSSY, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire n° XXXXX en date du 18 mars 2018 ;

ci-après dénommée, « **la CABA** » ;

### **ET**

**La Commune de JUSSAC**, sise 1 Allée des Pavillons 15250 JUSSAC , représentée par Monsieur Alain BRUNEAU, son Maire en exercice, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n°D2020-1-2 du Conseil Municipal en date du 13/01/2020,

ci-après dénommée « **la Commune** » ;

### **PREAMBULE**

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019/1755 du 27/12/2019 approuvant les nouveaux statuts de la CABA ;

Considérant que la compétence « eaux pluviales urbaines », service public administratif comme défini par l'article L.2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) est considérée comme faisant partie intégrante de la compétence « assainissement » ;

Considérant que cette compétence recouvre notamment l'exploitation courante du service public administratif de gestion des eaux pluviales urbaines, la réalisation des travaux d'investissement qui seraient nécessaires au bon fonctionnement et la continuité de ce service, l'émission d'avis sur les eaux pluviales dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme et des déclarations de travaux à proximité des réseaux (DT DICT), la gestion administratives des autorisations de raccordement, et des autorisations environnementales ainsi que les procédures juridiques et contentieuses qui peuvent y être associés ;

Considérant que le périmètre communautaire de cette compétence « eaux pluviales urbaines » n'a pu encore être défini en l'absence de finalisation de l'état des lieux ;

Considérant néanmoins que le travail en la matière est bien engagé entre les services de la CABA et l'ensemble de ses 25 communes membres notamment à travers l'élaboration d'un schéma directeur visé à l'article R.2226-1 du CGCT sur les communes d'Aurillac et d'Arpajon-sur-Cère et d'une étude générale sur l'ensemble des autres communes ;

Considérant qu'il importe, à l'égard des usagers de l'ensemble des Communes membres, d'assurer la continuité et la sécurité de ce service public qui juridiquement relève au 1<sup>er</sup> janvier 2020 de la Communauté d'Agglomération ;

Considérant que l'exercice de cette compétence comporte plusieurs domaines d'actions ;

Considérant que les communes jusqu'alors compétentes ont développé une expertise et un savoir-faire en ce domaine et disposent ainsi des moyens et contrats techniques dédiés ;

Considérant que, pour ces raisons et faute de pouvoir elle-même immédiatement disposer de telles ressources, la CABA entend conclure une convention de coordination et de mutualisation avec chacune de ses communes membres afin qu'elles poursuivent la gestion technique des eaux pluviales urbaines à l'échelon local pendant une période transitoire limitée ;

## **CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : Objet et périmètre de la convention**

La présente convention de coordination et de mutualisation a pour objet de préciser les conditions techniques, juridiques et financières par lesquelles la Commune assure sur son territoire la continuité d'une partie des services liée à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » (GEPU).

### **Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020. Elle est reconductible automatiquement et tacitement pour une période d'une année supplémentaire maximum sauf décision expresse de la CABA.

### **Article 3 : Modalités d'organisation**

#### **➤ Attributions de la commune :**

La commune a en charge les missions suivantes :

- la gestion courante des équipements et du réseau ce qui inclut l'entretien des ouvrages de collecte, de stockage et de traitements et les interventions préventives et curatives sur le réseau (à titre d'exemples non exhaustifs, le débouchage des tuyaux, le curage des collecteurs, des boîtes de branchement, des bassins, la reprise des affaissements ou des casses susceptibles d'engendrer des désordres) ;
- l'information et l'association de la CABA aux actes engageant de manière significative la gestion du service objet des présentes, sur les plans opérationnels, humains, techniques et financiers (en particulier les investissements programmés en 2020 et 2021), les projets de lotissements portés par des maîtres d'ouvrages privés incluant la création d'ouvrages relevant des présentes, ainsi que tout éventuel dommage constaté sur les ouvrages ou généré par leur mauvais fonctionnement ;
- l'adoption et le suivi de toutes les décisions, actes, conventions ou marchés nécessaires à l'exercice de la gestion des missions attachées à la compétence objet des présentes avec pour

celles de ces opérations qui engendreraient des droits ou des devoirs au-delà du terme de la présente convention la nécessité d'en informer la CABA et de recevoir son accord ;

- la gestion des procédures juridiques ou contentieuses pour les dossiers ou les autorisations ouverts ou délivrés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et ce jusqu'à leur terme.

➤ Attributions de la CABA :

La CABA a en charge les missions suivantes :

- la réalisation des devis, établissement des prescriptions, le suivi de la réalisation et la facturation des branchements et raccordements souscrits à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;
- le suivi des projets engagés par les communes sur la base de leur sollicitation ;
- la délivrance pour les zones U et AU du PLUi-H des avis relatifs à l'occupation du sol incluant toutes les dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales urbaines après avoir sollicité et reçu l'avis technique de la commune concernée (avis non opposable) ;
- la réponse aux DICT sur la base de l'avis technique transmis par la commune ;
- la conduite des procédures relatives aux enquêtes publiques et aux autorisations environnementales concernant la GEPU ;
- la gestion des procédures juridiques ou contentieuses attachés aux dossiers ouverts après le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

➤ Dispositions applicables aux deux parties :

Des réunions d'exploitation entre la Commune et la CABA sont organisées, a minima trimestriellement, afin de faire le point sur la mise en œuvre de la présente convention et de préparer la prise de la compétence pleine et entière par la CABA.

➤ Identification des interlocuteurs :

Pour la mise en œuvre et le suivi de la présente convention, chaque partie s'engage à désigner des référents techniques et juridiques et à communiquer leurs noms et coordonnées à l'autre partie sous un mois à compter de la signature de la présente convention.

#### **Article 4 : Dispositions financières**

Au terme de chaque exercice, la commune établit un décompte financier pour les missions réalisées pour le compte de la CABA en application des dispositions de la présente convention.

Ce décompte détaille les différentes interventions récurrentes et ponctuelles ainsi réalisées et précise les charges qui y sont rattachées en distinguant les opérations de fonctionnement et d'investissement. Dans le cadre de son examen, la CABA peut solliciter toute pièce comptable ou juridique permettant d'attester de la réalité de ces charges.

Les prestations ainsi justifiées et validées donnent lieu au bénéfice de la Commune et de la part de la CABA à une indemnisation à due concurrence qui est liquidée et payée en année N+1. Parallèlement, le montant de l'attribution de compensation due à la Commune ou versée par elle est recalculée pour tenir compte de ce transfert de charge et ceci à stricte équivalence de celui-ci. Ces dispositions valent jusqu'à ce que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées statue sur les conséquences financières du transfert plein et entier de la compétence.

#### **Article 5 : Résiliation et modification**

La présente convention peut être résiliée, par les deux parties, en cas de non respect des engagements définis aux présentes, ou pour toute raison d'utilité ou d'intérêt public, et ce, sans indemnisation possible.

Cette demande de résiliation se fait par lettre recommandée à l'issue d'un préavis de 6 mois à compter de la date de réception.

Toute modification du contenu de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant.

#### **Article 6 : Responsabilités et assurances**

La commune et la CABA souscrivent chacune en ce qui les concernent les assurances nécessaires à l'exercice de leurs missions.

#### **Article 7 : Litiges**

En cas de litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à une phase préliminaire de conciliation préalablement à toute procédure contentieuse.

Dans le cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les parties conviennent de soumettre tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, aux tribunaux compétents.

Fait à Aurillac, le .....

En deux exemplaires originaux,

Pour la Commune de JUSSAC,  
Le Maire,

Alain BRUNEAU

Pour la CABA,  
Le Président,

Michel ROUSSY